

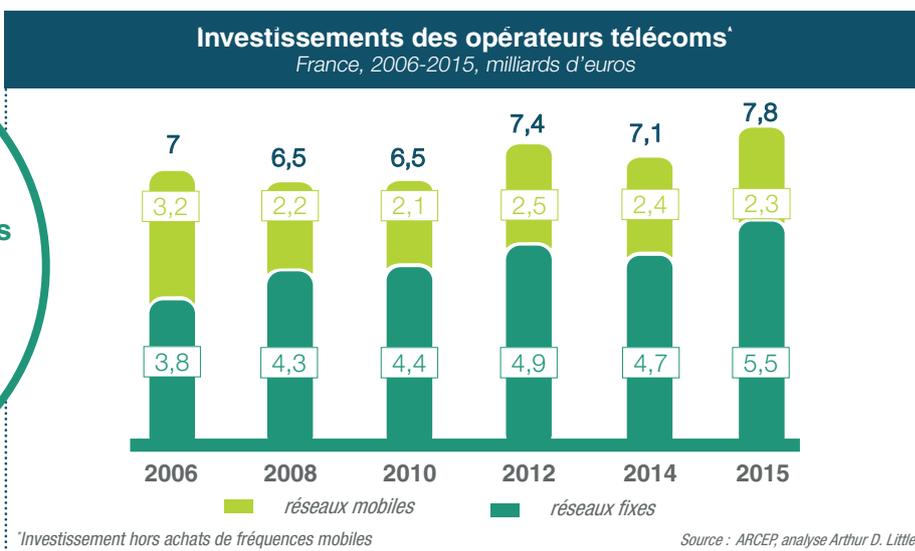
- Les télécoms sont essentiels pour notre pays. Disposer d'infrastructures numériques performantes est un facteur de compétitivité et de progrès. La numérisation de l'économie et de la société implique des investissements massifs et cette dynamique ne peut que s'accroître.
- Dans un environnement économique difficile, les opérateurs français déploient des réseaux de grande qualité qui ont permis une explosion des usages numériques, au bénéfice des citoyens, des entreprises et des territoires.
- À l'heure du très haut débit, préserver leur capacité à innover et à investir est essentiel. La régulation du secteur doit donc évoluer pour leur permettre de relever ce défi; les opérateurs ont besoin de visibilité et de mesures n'entravant pas leurs capacités d'investissement.

LE CHAMPION DES INVESTISSEMENTS PRIVÉS

Des investissements toujours plus élevés

70 milliards d'euros investis entre 2006 et 2015

+7 milliards avec l'acquisition des fréquences



70 MILLIARDS D'EUROS SOIT L'ÉQUIVALENT DE :

2350
RAMES DE TGV



OU

180
A380



OU

10 000
KM D'AUTOROUTES
= Paris > Singapour



OU

170
VIADUCS DE MILLAU



OU

5200
COLLÈGES



Source : entreprises, recherches documentaires, analyse Arthur D. Little

Comparaison des indicateurs clés du secteur télécoms et du CAC 40

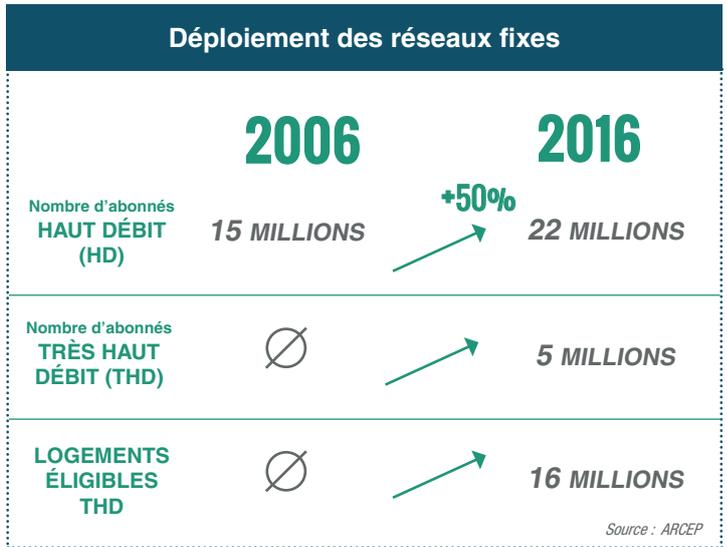
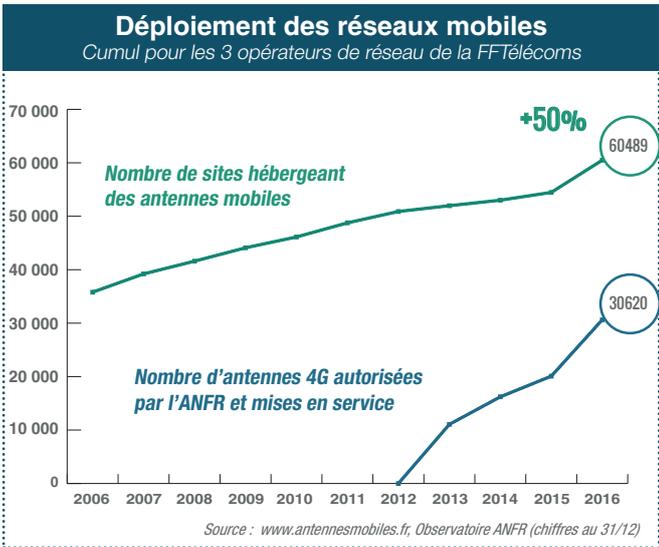
2015, en % du chiffre d'affaires



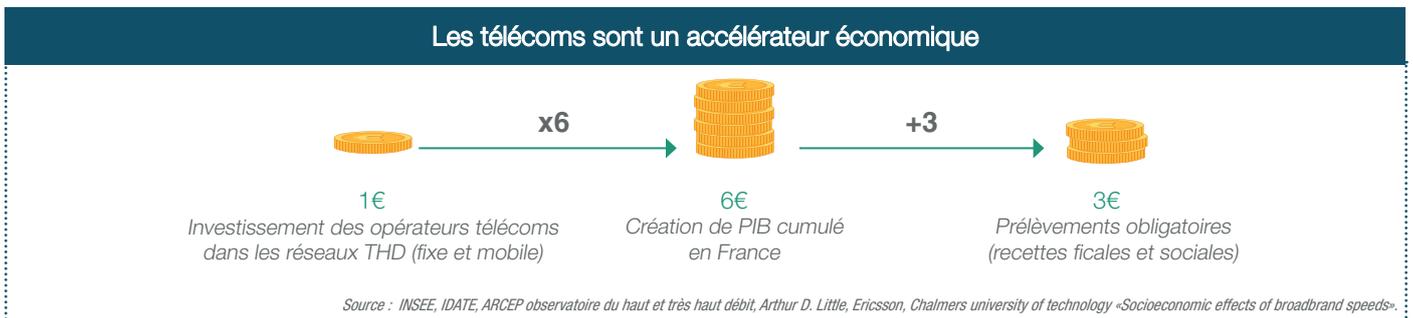
► À chiffre d'affaires égal, l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) est 2,5 fois supérieur pour les opérateurs télécoms par rapport aux sociétés du CAC 40, mais ils doivent financer des investissements 3,5 fois supérieurs et subissent une pression fiscale plus forte

Source : entreprises, analyse Arthur D. Little

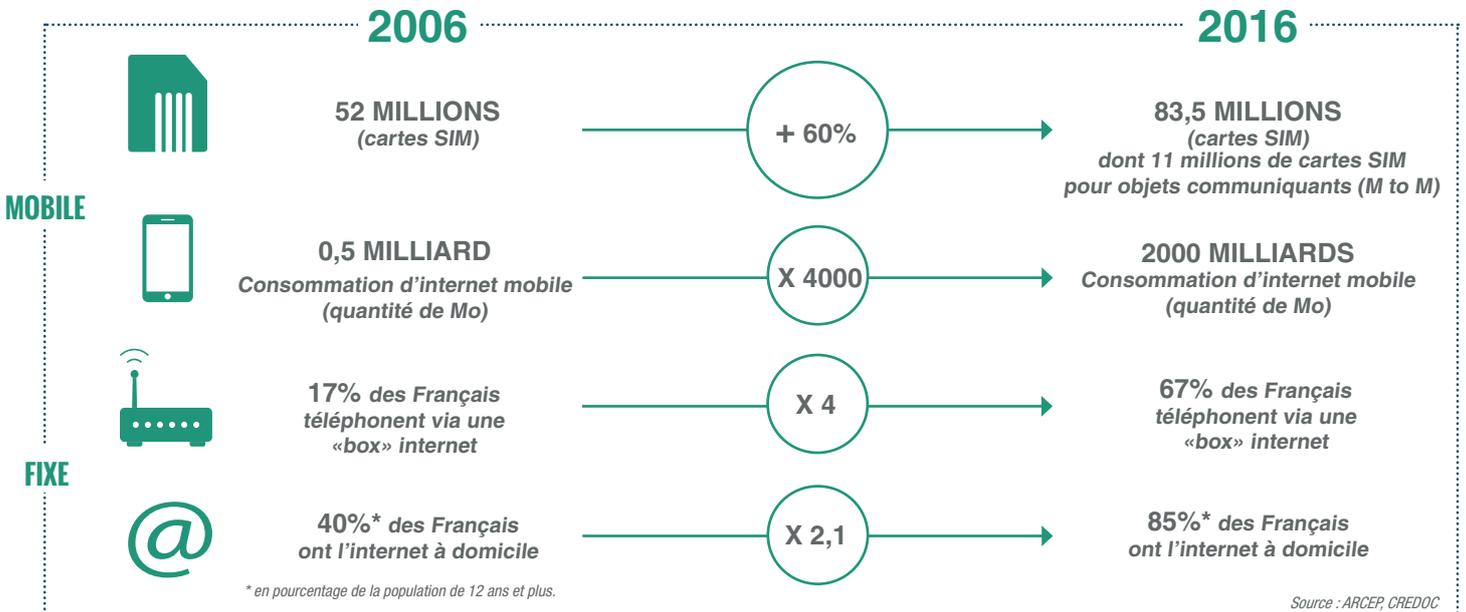
02 DES RÉSEAUX DÉPLOYÉS À UN RYTHME ACCÉLÉRÉ



03 DES INVESTISSEMENTS QUI BOOSTENT L'ÉCONOMIE NATIONALE



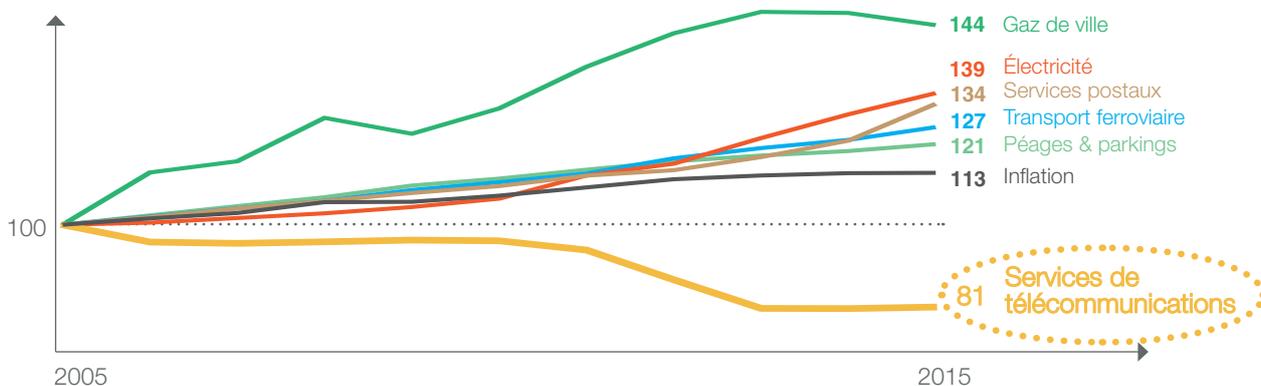
04 L'EXPLOSION DES USAGES



Les opérateurs ont baissé leurs prix, contrairement à d'autres secteurs régulés

Évolution des indices de prix à la consommation d'un échantillon de produits

France, 2005-2015, Base 100 en 2005

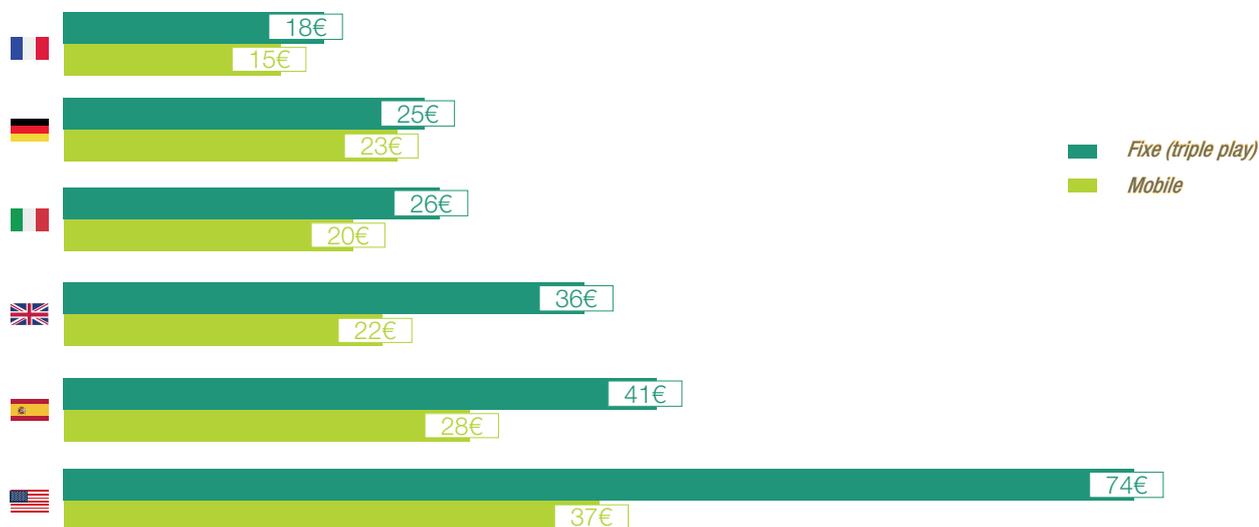


► La part des télécoms dans les dépenses des Français a baissé de 20% en 10 ans, malgré une consommation exponentielle, contrairement à d'autres secteurs comme l'électricité ou le transport ferroviaire

Source : INSEE

La France a les tarifs les plus bas des grands pays occidentaux

Benchmark d'offres d'opérateurs leaders*
Sélection de pays, octobre 2016, euros TTC / mois



* opérateurs dont la part de marché est supérieure à 10%

Source : Etude éco. 2016 d'Arthur D.Little pour la FFTélécoms

Évolution de la part des dépenses de télécommunications pour les ménages

France, 2007-2015, % du total des dépenses des ménages



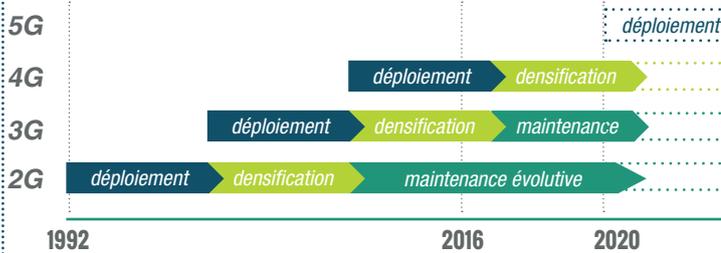
Source : Euromonitor, analyse Arthur D.Little



DES INVESTISSEMENTS À LONG TERME AVEC UNE RENTABILITÉ À TRÈS LONG TERME

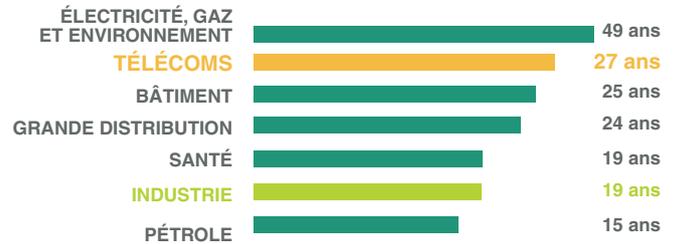
Les opérateurs investissent en permanence dans leurs réseaux

Les opérateurs rentabilisent leurs investissements en 27 ans *Durée de rentabilisation des capitaux investis en France**



► L'évolution permanente des technologies conduit à superposer les cycles d'investissement

Source : analyse Arthur D.Little



*La rentabilité des capitaux investis exprime le rapport entre le résultat dégagé et le capital engagé.

Source : entreprises, Thomson Reuters, Bloomberg, analyse Arthur D.Little



UN CADRE INSTABLE ET UNE FISCALITÉ QUI S'ALOURDIT

Un empilement législatif : les principales lois impactant le secteur depuis 10 ans hors lois de finances (LF)

2006

- Loi DADVSI (loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information)

- Loi Chatel (loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs)

- LME (loi de modernisation de l'économie)

2009

- Deux Lois Hadopi (loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet; loi relative à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet)

- Loi Pintat (loi relative à la lutte contre la fracture numérique)

- Loi Grenelle 1 (loi de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement)

2012

- Loi relative à la régulation économique outre-mer

2008

- LOPPSI 2 (loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure)

- Loi relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision

2013

- Loi relative à l'indépendance de l'audiovisuel public

- Loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises

- LPM (loi relative à la programmation militaire 2014-2019)

- Loi de transposition Paquet Télécoms

2011

- Loi jeux en ligne (loi relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne)

2010

- Loi Grenelle 2 (loi portant engagement national pour l'environnement)

2015

- Loi Abeille (loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques)

- Loi Macron (loi relative à la croissance et à l'activité)

- Loi relative au renseignement

- Loi relative au deuxième dividende numérique

- Loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales

- Loi NOTRe (loi portant nouvelle organisation territoriale de la République)

- Loi d'actualisation du droit des outre-mer

2016

- Loi Lemaire (loi pour une République numérique)

- Loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine

- Loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne

- Loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel

2014

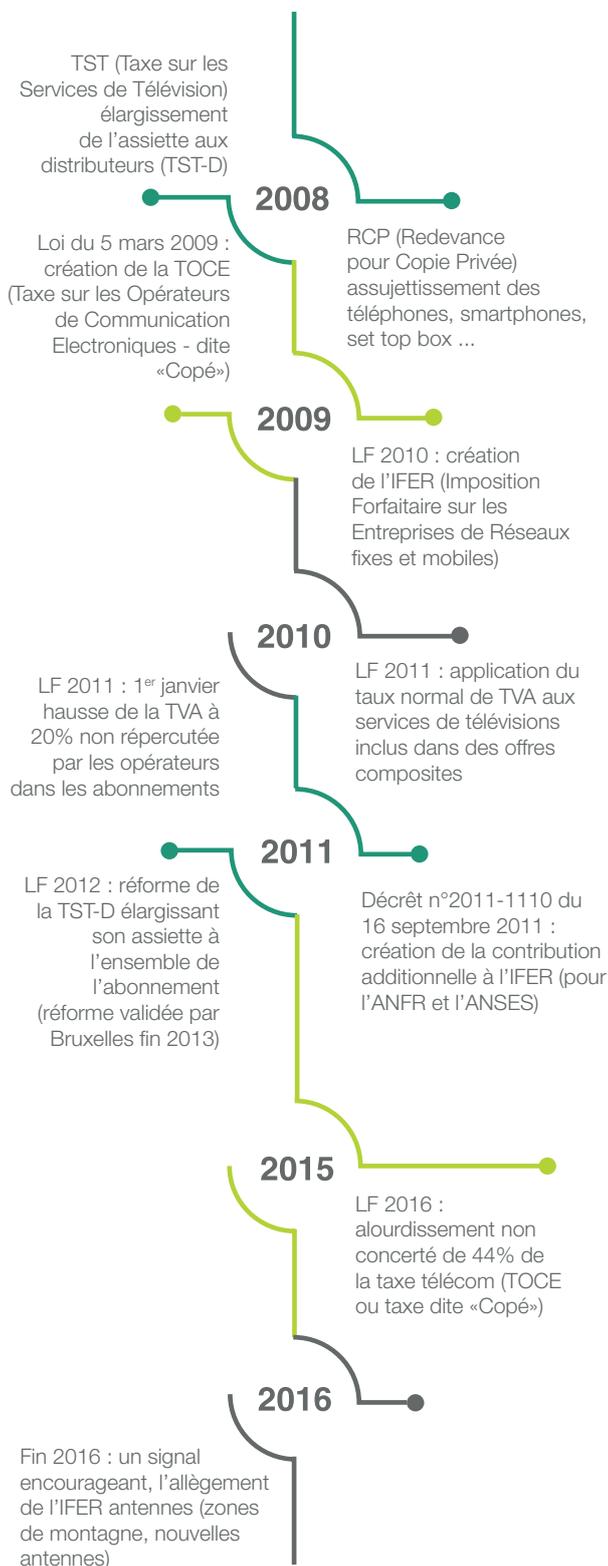
- Loi Hamon (loi relative à la consommation)

- Loi relative à la lutte contre le terrorisme

- Loi de réforme du secteur ferroviaire

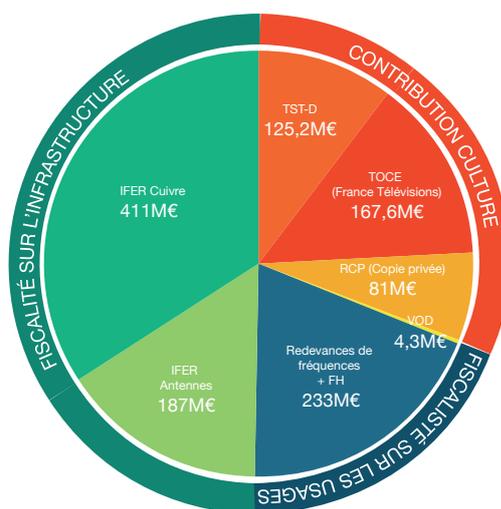
Une fiscalité qui handicape le secteur

Une fiscalité spécifique instable ...



Une fiscalité spécifique lourde ...

Montant 2015 : 1,209 milliard d'€ pour les 3 principaux opérateurs de la FFTélécoms



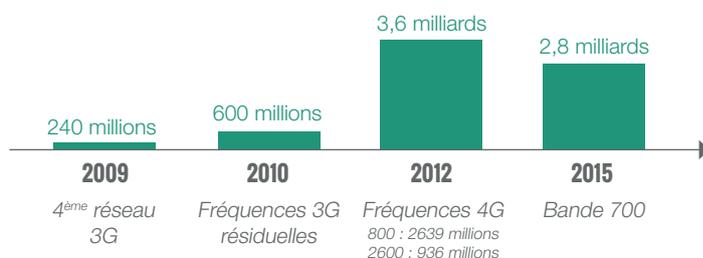
TST-D > au profit du Centre National du Cinéma (CNC)

TOCE > au profit de France Télévisions

RCP > au profit des ayants-droit

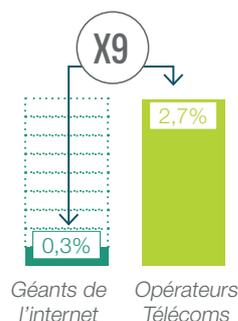
► 6 milliards d'euros sur 5 ans, soit l'équivalent de : 12 millions de prises optiques ou 60 000 antennes 4G

Les licences mobiles : une charge particulièrement élevée



Une fiscalité générale inéquitable ...

Les distorsions de concurrence face à d'autres acteurs : exemple de l'impôt sur les sociétés en France en 2015 (% du chiffre d'affaires)

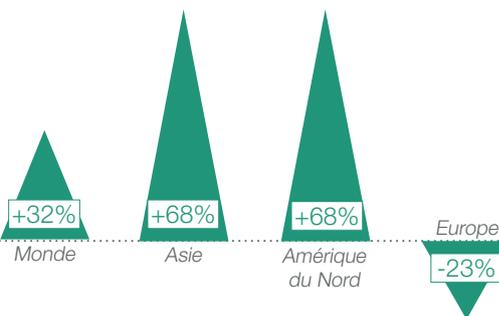


► L'impôt sur les sociétés des opérateurs télécoms est 9 fois supérieur à celui des géants de l'internet

8 L'EUROPE DES TÉLÉCOMS STAGNE DANS UN MARCHÉ MONDIAL EN FORTE CROISSANCE

Le déplacement de la valeur

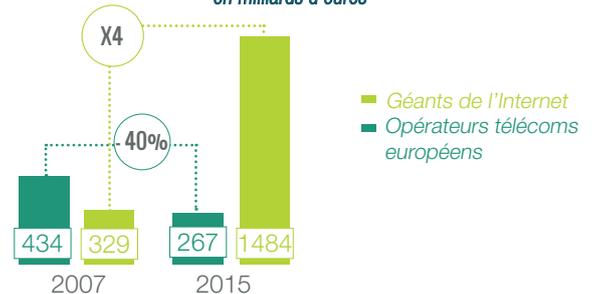
Évolution des revenus de l'écosystème numérique*
2007-2015



*Affectation des acteurs par région, selon la localisation de leur siège social

Source : Thomson Reuters, analyse Arthur D. Little

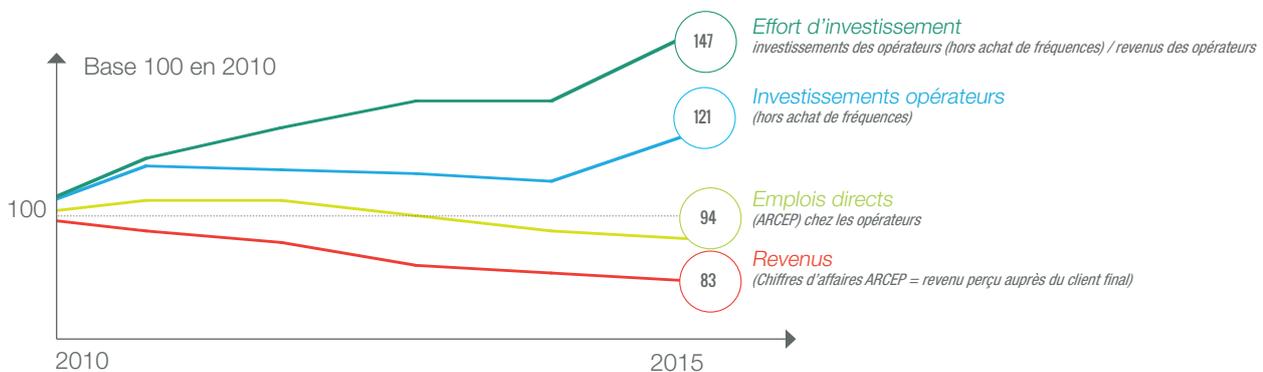
Capitalisation boursière des opérateurs télécoms européens comparés aux acteurs de l'internet en milliards d'euros



► La valorisation des opérateurs télécoms européens a décliné de 40%, alors que celle des acteurs de l'internet, essentiellement américains, a été multipliée par 4

Source : Thomson Reuters, analyse Arthur D. Little

9 LES TÉLÉCOMS FRANÇAIS SOUS TENSION



► Face à la nécessité d'investir dans un contexte de baisse continue des revenus du secteur, les opérateurs français sont contraints de s'adapter par une baisse des dépenses de fonctionnement et notamment des dépenses de personnel

Source : ARCEP, INSEE, analyse Arthur D. Little

• Depuis 10 ans, les opérateurs se sont adaptés et transformés pour préserver leurs capacités d'investissement. Mais ils doivent aujourd'hui subir la pression d'acteurs numériques mondiaux non régulés et tirant parti du cadre fiscal européen qui leur permet d'échapper très largement à l'impôt.

• Définir, en début de mandat, un cadre législatif équitable et favorable à l'innovation et aux investissements est une nécessité. C'est aujourd'hui que les opérateurs planifient le déploiement des réseaux qui feront la croissance de demain.

• Les opérateurs ont donc besoin d'un cadre fiscal, juridique et réglementaire sécurisé sur le long terme, pour soutenir la transition numérique de la société dans une relation de confiance avec les pouvoirs publics.